

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Phase candidatures

VERSION DU 19 MAI 2025

<b>Maître d'ouvrage – destinataire de l'ouvrage</b>	Ministères économiques et financiers (MEF) Secrétariat général (SG)
<b>Acheteur - Représentant du pouvoir adjudicateur</b>	Ministères économiques et financiers (MEF) Secrétariat général (SG) Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP) Sous-direction de l'Immobilier 139 rue de Bercy 75572 Paris Cedex 12  Adresse plateforme des achats de l'Etat : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>Objet de la consultation</b>	Désignation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable dans le cadre d'un projet de réaménagement de bâtiments tertiaires
<b>Code(s) CPV</b>	71241000-9 Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse. 71621000-7 Services d'analyse technique ou services de conseil.
<b>Procédure de passation</b>	<b>Procédure adaptée restreinte</b> en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à -8 du CCP
<b>Date et heure limites de remise des candidatures</b>	<b>10 JUIN 2025 – 16 :30 :00</b> (Fuseau horaire Paris (GMT+ 1 :00))

## Table des matières

PREAMBULE .....	3
ARTICLE 1 – CONTEXTE.....	3
ARTICLE 2 – ORGANISATION DU MARCHÉ .....	4
2.1. Nature du marché .....	4
2.2. Objet du marché.....	4
2.3. Allotissement.....	4
2.4. Tranches .....	4
2.5. Variantes et prestations supplémentaires .....	4
2.6. Durée .....	4
2.7. Lieu d'exécution .....	4
2.8. Forme et contenu du prix.....	4
ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	5
3.1. Procédure de passation.....	5
3.2. Composition et mise à disposition du dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	5
3.3. Modification du DCE en cours de consultation .....	6
3.4. Informations complémentaires.....	6
3.5. Confidentialité .....	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	7
4.1. Dossier de candidature.....	7
4.2. Forme de candidature .....	8
4.3. Unité monétaire et langue .....	8
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS .....	8
ARTICLE 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES .....	9
6.1. Recevabilité des candidatures.....	9
6.2. Examen des candidatures.....	10
ARTICLE 7 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	10
ARTICLE 8 – PROCEDURE DE RECOURS .....	11
ANNEXES .....	11

## PREAMBULE

[L'article 17 de la Loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques](#) oblige tout porteur de projet d'investissement financé par l'Etat ou par l'un de ses établissements à réaliser préalablement une évaluation socioéconomique. La procédure d'évaluation des investissements public est définie par [décret n°2023-1211 du 23 décembre 2023](#).

L'évaluation socio-économique préalable est réalisée pour tout projet d'investissement<sup>1</sup> qui atteint au moins 20 000 000€HT. Le dossier complet d'évaluation est systématiquement transmis au secrétaire général pour l'investissement pour tout projet qui atteint au moins 100 000 000€HT.

L'évaluation socioéconomique préalable a pour but :

- **d'objectiver les effets d'un investissement** sur le bien-être de l'ensemble des agents affectés par cet investissement afin d'évaluer sa capacité à répondre à un besoin identifié, en appréciant les gains attendus au regard des coûts engendrés.
- **d'optimiser le coût de l'investissement** au regard des objectifs qui lui ont été fixés en réalisant une comparaison des diverses options techniques et financières envisageables ;
- **d'appréhender les risques et incertitudes entourant un investissement**. Ces risques peuvent être liés à la méthode d'évaluation elle-même ou aux valeurs des paramètres utilisés lors de son application (par exemple les incertitudes autour des projections de variables macroéconomiques sous-jacentes), au projet en tant que tel (par exemple la mauvaise estimation des coûts et des délais par le porteur de projet) ou à l'environnement extérieur au projet (évolution parallèle de l'offre concurrente avec la réalisation de projets similaires, évolution du cadre réglementaire, etc.);
- de fournir des éléments pour choisir entre des projets concurrents.

**Le dossier d'évaluation socioéconomique préalable est communiqué au secrétaire général pour l'investissement avant tout acte d'engagement comptable et budgétaire**, hormis les dépenses relatives aux études préalables, dont l'évaluation socio-économique, et, le cas échéant, dans un délai compatible avec la contre-expertise. **L'évaluation intervient avant que les décisions relatives à la réalisation de l'investissement et aux options retenues n'aient été définitivement arrêtées.**

## ARTICLE 1 – CONTEXTE

La présente mission d'évaluation socioéconomique préalable s'inscrit dans le cadre d'un projet de réaménagement de plusieurs bâtiments tertiaires d'administration centrale gérés par le Secrétariat général des ministères économiques et financiers.

Dans la continuité des initiatives engagées pour améliorer les environnements de travail, notamment au sein des services déconcentrés, les ministères économiques et financiers (MEF) étudient un projet de réaménagement des espaces de travail de ses bâtiments, regroupés sur 2 sites et représentant environ 150 000 m<sup>2</sup> de surfaces aménageables situés à Paris.

Inscrit dans le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière ministériel (SPSI) 2024-2028, ce projet s'aligne avec les grandes orientations de la politique immobilière de l'État (PIE), visant à moderniser, adapter aux nouveaux usages et rendre plus durables les infrastructures publiques. Il s'inscrit également dans une réflexion plus large sur l'évolution des espaces et des modes de travail, en cohérence avec les transformations engagées dans de nombreux services et opérateurs de l'État.

À travers cette démarche, les Ministères économiques et financiers réaffirment leur engagement en faveur d'une administration plus efficace, agile et adaptée aux nouveaux enjeux professionnels et environnementaux.

---

<sup>1</sup> Par « projet d'investissement » est entendu tout projet d'investissement matériel ou immatériel constituant un ensemble cohérent et de nature à être mis en service ou exécuté sans adjonction, à l'exclusion (1) des investissements réalisés dans des conditions normales de marché, dans le cadre d'activités concurrentielles exercées à titre principale, ainsi que (2) des travaux et services ayant des fins spécifiquement militaires ou destinés à la sécurité nationale et qui font intervenir, nécessitent ou comportent des supports ou informations protégés ou classifiés.

## **ARTICLE 2 – ORGANISATION DU MARCHE**

### **2.1. Nature du marché**

La présente consultation concerne un marché public de services.

### **2.2. Objet du marché**

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable dans le cadre d'un projet de réaménagement de bâtiments tertiaires.

Le montant estimé du projet de réaménagement, en cours d'évaluation, nécessitera la transmission d'un dossier complet au secrétariat général pour l'investissement.

### **2.3. Allotissement**

Le marché n'est pas alloti compte tenu du périmètre des prestations.

### **2.4. Tranches**

Le marché objet de la présente consultation comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

- La tranche ferme a pour objet la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement (mission n°1).
- La tranche optionnelle N°1 a pour objet l'accompagnement dans le cadre de la contre-expertise pilotée par le SGPI (mission n°2).
- La tranche optionnelle N°2 a pour objet l'actualisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement suite à la programmation (mission n°3)

### **2.5. Variantes et prestations supplémentaires**

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

### **2.6. Durée**

La durée maximum du marché objet de la présente consultation est de vingt-quatre (24) mois à compter de sa notification.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche ferme est de six (6) mois à compter de la réunion de cadrage.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche optionnelle N°1 est de quatre (4) mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle N°1.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche optionnelle N°2 est de deux (2) mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle N°2.

### **2.7. Lieu d'exécution**

Le présent marché est exécuté en France métropolitaine.

Les prestations pourront être effectuées en présentiel dans les locaux du commanditaire, à distance, en télétravail et par l'utilisation d'outils de visioconférence ou audioconférence.

### **2.8. Forme et contenu du prix**

Le présent marché (tranche ferme et tranche optionnelle) est passé à **prix forfaitaire ferme et actualisable** (selon les articles R2112-8 et 9 et R2112-11 et 12 du code de la commande publique) selon la formule ci-après :

Prix actualisé = prix initial \* Coeff

Coeff = (indice du mois – indice précédent) / indice du mois de la remise de l'offre

L'indice utilisé est l'indice SYNTEC.

Les prix sont réputés inclure tous les frais directs et indirects liés à la réalisation des prestations dont notamment:

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations;
- le suivi contractuel ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

### **ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION**

#### **3.1. Procédure de passation**

La présente consultation est conduite selon une **procédure adaptée restreinte** en application des articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une consultation comportant une première phase de sélection des candidatures objet du présent règlement, puis d'une deuxième phase de sélection des offres réservée aux candidats admis à soumissionner. Dans le cadre de la deuxième phase pour la sélection des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier.

#### **3.2. Composition et mise à disposition du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le DCE se compose, à ce stade de la procédure, des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation – phase candidatures et ses annexes ;

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

En application de l'article R.2332-2 du code de la commande publique, en complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence le cas échéant, via le site internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence « **AMO\_Evaluation\_socioéconomique** ».

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, la personne publique invite les soumissionnaires à disposer des formats suivants pour faciliter le téléchargement :

- Fichiers compressés au standard .zip,
- Adobe® Acrobat® .pdf,
- Rich Text Format .rtf,
- .odt, .ods, .odp, .odg,
- Microsoft Word et Excel .doc, .docx, .xls, .xlsx,
- Le cas échéant, le format DWF,
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plate-forme de dématérialisation lors du déroulement de la présente

consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme PLACE.

### **3.3. Modification du DCE en cours de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Dans le cas où, un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Si le pouvoir adjudicateur apporte des modifications substantielles au dossier de consultation, un nouveau délai est alors ouvert à compter de la date d'envoi du rectificatif aux candidats, si nécessaire.

### **3.4. Informations complémentaires**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur est nécessaire, les candidats doivent faire parvenir une demande écrite par l'intermédiaire de la plate-forme interministérielle (PLACE), au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur transmet par l'intermédiaire de la plate-forme interministérielle (PLACE) les éléments de réponse à chaque demande de renseignements au plus tard six (6) jours calendaires avant la date fixée pour la remise des candidatures. Le pouvoir adjudicateur répondra uniquement aux questions posées par les candidats via la plate-forme PLACE.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où, un soumissionnaire aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des candidatures.

Si le pouvoir adjudicateur apporte des modifications substantielles au dossier de consultation, un nouveau délai est alors ouvert à compter de la date d'envoi du rectificatif aux candidats, si nécessaire.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.5. Confidentialité**

Toutes les informations, quelle que soit leur nature, que le pouvoir adjudicateur remet ou porte à la connaissance des candidats/soumissionnaires, ou que les candidats/soumissionnaires remettent ou portent à la connaissance du pouvoir adjudicateur dans le cadre de la consultation présentent un caractère confidentiel.

Les informations, données, documents, fichiers électroniques, éléments de quelque nature qu'ils soient (ci-après les « Documents »), communiqués aux candidats/soumissionnaires et intégrés dans le DCE demeurent la propriété du maître d'ouvrage. Ainsi, les candidats/soumissionnaires n'ont qu'un droit d'usage temporaire des Documents dans le strict cadre de la consultation.

Les candidats/soumissionnaires s'obligent à y attacher la plus grande confidentialité et à ne les utiliser que dans le strict cadre de la consultation. Ils s'interdisent par conséquent toute communication à des tiers en dehors des strictes nécessités de la présente consultation.

Dans l'hypothèse où ils envisagent la transmission de tout ou partie des Documents à des tiers qu'ils entendent faire intervenir dans le cadre de la consultation, quelle qu'en soit la raison (et notamment au titre d'une éventuelle intervention comme prestataire), les candidats/soumissionnaires s'obligent à prendre toutes les

dispositions requises pour que ces tiers respectent ces mêmes obligations de confidentialité et s'interdisent toute communication extérieure.

Les candidats/soumissionnaires s'engagent à ne pas faire état, auprès des tiers autres que ceux en ayant strictement besoin dans le cadre de l'élaboration de leurs offres, du contenu de leurs analyses et de leur offre dans le cadre de la consultation, durant ou après leur élaboration, jusqu'à la parution de l'avis d'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, notamment, de prononcer la disqualification de tout soumissionnaire qui n'aurait pas respecté cette disposition.

#### **ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES**

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-11 du code de la commande publique, **le candidat est informé que le titulaire du marché objet de la présente consultation ne pourra pas candidater seul ou en groupement dans le cadre de la consultation à venir concernant la programmation.**

##### **4.1. Dossier de candidature**

Le dossier de candidature comprend :

- Une lettre de candidature (formulaire DC1 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ) dûment complétée, datée et signée par une personne habilitée à engager le candidat (preuve à apporter). En cas de groupement, la lettre de candidature doit impérativement permettre l'identification : de la composition du groupement, avec les coordonnées de chacun des membres ; du mandataire unique et son habilitation à signer l'offre du groupement ; la nature du groupement.
- Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ).
- Les délégations de pouvoir des personnes habilitées à représenter l'entreprise (à joindre obligatoirement lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise).
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) ;
- Une déclaration concernant son chiffre d'affaires global ou équivalent sur les trois derniers exercices disponibles, en précisant pour chaque exercice la part du chiffre d'affaires affectée aux prestations de même nature en euro hors taxes.
- Une déclaration précisant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacun des trois dernières années.
- Le tableau renseigné portant déclaration des certifications ou équivalentes (annexe 1 du présent RC).
- Le tableau renseigné précisant la liste des cinq principales références de moins de trois ans et de même nature que les prestations objet du marché (annexe 2 du présent RC).

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ;

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

#### 4.2. Forme de candidature

Les candidats ne peuvent présenter, pour le présent marché, plusieurs candidatures en agissant à la fois (R2151-7 du code de la commande publique) en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Cette clause s'applique à l'entreprise, à ses agences et ses succursales. Le non-respect de cette clause entraînera l'élimination des candidatures concernées.

Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de la candidature.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Conformément aux termes de l'article L2141-13 du code de la commande publique, il est précisé aux candidats qui se présentent sous la forme d'un groupement, que lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un de ses membres, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours calendaires à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Dans le cadre de la présente consultation, la forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

#### 4.3. Unité monétaire et langue

L'unité monétaire de la présente consultation est exclusivement l'euro (€).

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française, ou fournies avec une traduction en français établie par un traducteur assermenté lorsque les documents sont rédigés dans une autre langue.

### ARTICLE 5 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Le candidat transmet sa candidature par **un dépôt unique** sur la plate-forme des achats de l'Etat. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE)** ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites mentionnées dans le présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après sont rejetés.

Le profil connecté sur la PLACE qui n'a aucune activité est déconnecté automatiquement à l'issue d'un délai de 30 minutes. Le pouvoir adjudicateur ne saurait ni déroger à l'heure limite de remise des offres ni être tenu pour responsable si un soumissionnaire n'a pas été vigilant à maintenir par tous moyens la connexion de son profil entreprise lors du téléchargement.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.



La remise d'une offre par voie électronique se fait obligatoirement sur la plate-forme de dématérialisation et comporte les pièces et documents cités à l'article 3 « Présentation des candidatures et offres ».

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- La candidature devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de la candidature est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types .pdf, .dxf, .ppt, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .xsw, .sxc, .sxi, .sxd, .odt, .ods, .odp et .odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les plis sont transmis selon les modalités, relatives à la dématérialisation, décrite dans le présent document.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation, en « *dernière minute* ».

En complément de la candidature sur la plateforme PLACE, les candidats pourront transmettre une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (clé USB) dans les mêmes délais que la remise des candidatures. L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération « Consultation AMO Evaluation socioéconomique ».

L'enveloppe extérieure portera impérativement la mention :

« Consultation AMO Evaluation socioéconomique – Copie de sauvegarde  
NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »  
Ministères économiques et financiers  
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)  
Sous-direction de l'immobilier  
Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)  
Bâtiment Necker  
120, rue de Bercy – Télédéc 771 – 75572 PARIS Cedex 12

Ou remis contre récépissé à la même adresse à l'accueil du lundi au jeudi de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16h30.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

## **ARTICLE 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES**

### **6.1. Recevabilité des candidatures**

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par courriel PLACE.

Si, à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les candidats n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

## 6.2. Examen des candidatures

Les candidatures seront sélectionnées après vérification de l'aptitude des candidats à assurer la réalisation de la mission au regard de la capacité économique et financière, et de la capacité technique et professionnelle.

- La capacité économique et financière est appréciée au regard du chiffre d'affaires global ou équivalent sur les trois derniers exercices disponibles, dont pour chaque exercice la part du chiffre d'affaires affectée aux prestations de même nature en euro hors taxes.
- La capacité technique et professionnelle est appréciée au regard :
  - de l'organisation des moyens humains de l'entreprise, à savoir les effectifs moyens annuels du candidat pour chacun des trois dernières années ;
  - des certifications requises (ou références équivalentes) (cf. annexe 1 du présent RC)
  - des cinq principales références de moins de trois ans et de même nature que les prestations objet du marché (cf. annexe 2 du présent RC)

Les candidats dont la candidature n'est pas jugée adaptée au regard de éléments précités sont éliminés.

### ARTICLE 7 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Ministères économiques et financiers  
BATIMENT COLBERT  
139 RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

Représenté par Le Délégué aux systèmes d'information

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## ARTICLE 8 – PROCEDURE DE RECOURS

Conformément à la réglementation en vigueur, outre les recours généraux qui peuvent être exercés devant les juridictions administratives, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel, avant la conclusion du contrat,
- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat,
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.

L'instance chargée des procédures de recours pour tout litige pouvant intervenir à l'occasion de l'exécution du présent accord cadre est de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS  
7 Rue de JOUY  
75004 PARIS

Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le titulaire d'exécuter les prestations commandées dans le respect du présent accord-cadre, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.

## ANNEXES

- Annexe 1 : Liste des certifications du candidat et/ou du groupement dans le domaine de l'évaluation socio-économique (Fichier 202504\_RC\_ANNEXE 1\_Certifications\_AMO\_ESE).
- Annexe 2 : Liste des références (Fichier 202504\_RC\_ANNEXE 2\_Références\_AMO\_ESE).